

Course au pouvoir : défis et perspectives

Les résultats provisoires de l'élection présidentielle 2011 au Congo-Kinshasa sont officiellement proclamés. Naturellement fêtés par le camp de Kabila donné gagnant, ils sont immédiatement, véhémentement et très largement contestés par l'ensemble de l'opposition politique, la quasi-totalité des Congolais de la diaspora, des ONG ayant eu des observateurs internationaux sur le terrain (le Centre Carter et Human Rights Watch, entre autres), la conférence épiscopale du Congo plus catégorique qu'on ne se serait attendu (par la bouche du cardinal Monsengwo qui n'a pas sa langue dans la poche pour une fois), des gouvernements occidentaux « hésitants » conformément à la langue de bois (Alain Jupé, ci-devant ministre français des affaires étrangères), des personnalités avisées en matière d'analyse politique de par le monde (Jacques Attali, malgré quelques approximations). À ce rejet massif du verdict de la CENI, le pouvoir sortant répond par une répression toujours plus féroce vu le nombre de blessés et de tués par balle quotidiennement.

De ces faits de brûlante actualité, on est vite tenté de tirer des conclusions définitives, entre les bons et les méchants. Sous peine de jugement prématuré, je me réserve d'abord de constater que deux principales dynamiques de la course au pouvoir se font face, à savoir le camp Kabila et le camp de l'ensemble de l'opposition liguée autour d'É Tshisekedi ; ensuite je me propose ci-dessous d'interpréter ces faits sous l'angle des stratégies possibles ou effectives de conservation ou de conquête du pouvoir au Congo-Kinshasa en ce mois périlleux de décembre 2011.

Si j'étais Kabila...

Qu'est supposé faire J. Kabila pour conserver le pouvoir en dépit de l'ampleur grandissante de la contestation des résultats provisoires indépendamment du recours de l'opposition près l'autorité compétente ?

1. La fuite en avant serait le premier réflexe de J. Kabila. Plus qu'un réflexe attendu toutefois, elle est un fait à ce jour ce, depuis bien avant l'ouverture de la campagne électorale. Témoins, les nominations intempestives par J. Kabila en personne ou par ce qu'il convient d'appeler le système Kabila (a) des administrateurs

à presque tous les échelons de la territoriale ; (b) d'un parent par ailleurs membre de son parti à la présidence de la CENI ; (d) des hauts magistrats des cours et tribunaux ; (c) des plus hauts responsables de l'audiovisuel, etc.

La stratégie de la fuite en avant dans la course au pouvoir est sensée garantir à J. Kabila le contrôle de la situation à une très large échelle. Les promus dans la territoriale lui assureraient le contrôle direct ou indirect du déroulement du scrutin dans tout l'hinterland. Les fonctionnaires de l'audiovisuel lui assureraient le contrôle étroit de l'information au gré de ses intérêts bien compris. Pion des plus précieux, son parent et partisan déclaré à la tête de la CENI lui assurerait la manipulation des chiffres si besoin entre la tenue du scrutin et la validation des résultats provisoires. Les hauts magistrats des cours et tribunaux lui assureraient le contrôle de l'arbitrage en dernière instance du verdict des urnes.

Au total, il s'agit d'une stratégie pour l'essentiel de l'illégalité quitte à effacer les preuves ou à éliminer les témoins gênants. La préparation et le déroulement du scrutin, le dépouillement et la proclamation des résultats provisoires dont tout un chacun a été témoin ces dernières semaines, tendent à confirmer que telle a été la stratégie de J. Kabila depuis le départ. J'allègue plus que je ne fournis de preuve tangible ? Sans doute ; mais encore. Je n'évoquerai ici que trois faits massifs pour ma défense : (a) le chaos qui a émaillé tout le processus électoral n'ayant entraîné que peu ou prou de rectification et visiblement pas du tout de mesure préventive pourrait avoir été délibérément entretenu ; (b) le silence de la CENI devant le non-respect de la loi lié au candidat Kabila (usage abusif de la garde présidentielle à des fins personnelles contre les supporters d'autres candidats en pleine campagne électorale, son discours de propagande après la clôture officielle de la campagne électorale, des tonnes de bulletins de vote saisies à l'aéroport de Ndjili destinées au candidat Kabila même après la clôture du scrutin, etc.) frise plus que la complicité de fraude électorale, un parti pris de fait pour J. Kabila...

Tant et si bien que la présomption que j'élève quant à J. Kabila de la stratégie de l'illégalité pour conserver le pouvoir tient la route. Seule inconnue au tableau de ses prévisions, la décision à venir de l'autorité constitutionnelle en matière de

- contentieux électoral et référendaire : va-t-elle confirmer purement et simplement J. Kabila président élu ? Va-t-elle inverser les chiffres au vu des preuves que ne manquera pas de déposer l'opposition si elle se décidait à se pourvoir en recours, et oser proclamer É. Tshisekedi président élu ? Va-t-elle tenter de se dédouaner à moindres frais en revoyant les chiffres à la baisse tout en confirmant l'élection de J. Kabila ? Va-t-elle choisir le non-lieu en ordonnant l'annulation du scrutin présidentiel 2011 en regard des nombreuses et graves irrégularités et de la fraude massive en faveur du camp Kabila ? Va-t-elle s'affirmer enfin institution républicaine et poursuivre au pénal tous ceux qui seront convaincus qui d'irrégularités qui de fraude, tous faits punissables par la loi ?
2. Vis-à-vis de l'opposition qui a rejeté en bloc les résultats provisoires de la présidentielle 2011 au Congo-Kinshasa, J. Kabila réserverait la stratégie du bâton et de la carotte. Le bâton en termes de débauchage des opposants félons du camp adverse, par exemple en nommant quelques-uns ministres dans un gouvernement prétendument d'union nationale – ce qu'on ne peut lui reprocher à strictement parler, sauf en cas de corruption ou de tentative de corruption passible de servitude pénale. La carotte au sens de l'usage de la force disproportionnée pour, d'une part, mettre les leaders politiques en résidence surveillée de fait en attendant probablement de les mettre carrément sous les verrous à défaut d'en éliminer physiquement les plus gênants ; continuer de sévir dans le sang contre toute manifestation favorable à l'opposition, d'autre part.

S'agirait-il d'une supposition de plus de ma part ? Qu'on en juge par les faits que voici : (a) de fait, Kinshasa est pratiquement en état de siège depuis la fin du scrutin, sillonné par des transports de troupes blindés en patrouille ; (b) une escouade motorisée et bien armée filtre l'accès et la sortie de chez Étienne Tshisekedi à qui rien n'est reproché par la justice ; (c) aux blessés et tués par balle (dont nombre de cadavres disparaissent sans laisser de traces) s'ajoutent quotidiennement des enlèvements de manifestants pour une destination inconnue (certains pensent que cela vise à éviter les témoins gênants au moment d'exécuter les condamnés)...

J. Kabila pourrait-il subitement changer le fusil d'épaule et changer de stratégie de conservation du pouvoir vis-à-vis de l'opposition ? Serait-il capable d'au moins jeter du lest, de revêtir l'habit d'un vrai homme d'État désireux d'épargner des souffrances supplémentaires au peuple qui l'aurait élu président de la république ? Les enseignements de l'histoire récente du Congo-Kinshasa me confortent plutôt dans ce que j'ai affirmé ailleurs qu'ici, à savoir que jusqu'à preuve du contraire, aucun chef de l'État n'a jamais quitté le pouvoir dans ce pays autrement que par la force. J'y suis d'autant plus conforté que les agissements de J. Kabila à ce jour confirment qu'il se situe dans la ligne directe de l'héritage honteux de ceux que j'appelle des dictateurs-ustensiles africains tout au service des intérêts de tout autre que de leur peuple qu'ils préfèrent massacrer.

3. Dans la direction de l'Occident néocolonialiste aux immenses intérêts au Congo-Kinshasa, J. Kabila recourrait actuellement à la stratégie bien connue de tous les dictateurs-ustensiles noirs africains. Il suivrait en cela, selon moi, au moins deux modalités qui n'ont plus rien de nouveau.

Premièrement, donner des garanties souterraines quant aux intérêts économiques des multinationales occidentales toutes-puissantes, à qui il servirait dorénavant (si ce n'est déjà le cas) d'homme de paille dans le sens de ce que J.P. Sartre appelait si judicieusement « la solution néocolonialiste ». Pour une supposition, celle-ci a des chances de n'en pas être car pour peu que Kabila sache observer ce qui se passe autour de lui, il sait certainement deux choses au moins : personne n'a jamais fait long feu au pouvoir au Congo-Kinshasa sans l'aval de l'Occident tutélaire ; ses jours lui sont comptés au pouvoir en attendant son transfert sans faute à la CPI de la Haye pour mieux le faire taire, si jamais l'Occident prenait fait et cause pour son challenger, É. Tshisekedi. Que cela soit et il ne lésinera sur aucun moyen de brader le potentiel géologique du Congo pour conserver le pouvoir comme l'ont toujours fait ses pairs africains, quitte à instituer une vraie dictature militaire au Congo-Kinshasa.

Ensuite, vendre une autre image de lui à l'opinion publique des puissances occidentales via la presse. On a beau dire que J. Kabila n'est que sommairement sco-

larisé et, donc, peu instruit, on oublie bien souvent que dix années de pouvoir dans un pays comme le Congo-Kinshasa sont plus qu'instructives pour qui sait observer fût-il le plus ignare des ignares. Or, l'intéressé a déjà montré sa réelle capacité d'adaptation à la conjoncture, sous couvert de la culture d'on ne sait quel mystère qui entourerait sa personne. Il a administré la preuve irréfutable de sa capacité à repérer et à acheter à vil prix la conscience des hommes et des femmes devenus depuis ses thuriféraires patentés. Sans même avoir à accorder une petite interview, il a déjà eu ses pages élogieuses dans certains journaux et revues prestigieuses en Occident. Logiquement, je ne vois pas comment il pourrait s'en passer en ce moment axial de sa carrière à la tête de l'État congolais. Et je vois mal comment la presse dite libre d'Occident refuserait des espèces sonnantes et trébuchantes j'imagine revues à la hausse au nom de la seule déontologie professionnelle. Que ceci soit à son tour et l'on entendra des voix en Occident se demander publiquement si l'opposition ne devrait pas, au nom de la démocratie, se montrer consensuelle et adopter la troisième voie, celle de la participation à un gouvernement d'union nationale sous la houlette de J. Kabila...

Bref, si j'étais Kabila, je poursuivrais l'offensive sur trois fronts convergents : la maîtrise du terrain via la répression et les intimidations là où la corruption ne marche pas ; l'achat tous azimuts des complicités en Occident, parallèlement à une campagne de presse près les opinions publiques outremer ; l'étouffement par n'importe quel moyen des voix de l'opposition contestataire qui risque fort de se radicaliser.

On me prêtera de prêter à J. Kabila des intentions par trop négatives qui ne sont peut-être pas les siennes. Je n'invoquerai pour ma défense qu'un fait et un souhait. Le fait d'abord : étant donné que ceux qui tirent les ficelles ont coutume de rester dans l'ombre en semblable situation, l'analyse ne peut qu'interpréter les faits à sa portée pour proposer des explications en sous ou en amont ; ce que je crois avoir fait ci-dessus en partant des signes qui ne trompent pas. Le souhait ensuite : au-delà de mes interprétations par ailleurs argumentées, je souhaite être démenti dans les faits par J. Kabila s'il venait à marquer l'histoire du Congo-Kinshasa en tant que le premier chef de l'État à quitter le pouvoir par respect pour la volonté populaire – chose qui ne semble déjà plus à l'ordre du jour dans le chef du susnommé vu les événements sur le terrain.

Si j'étais l'opposition...

Qu'est supposé faire l'opposition liguée autour d'É. Tshisekedi pour accéder au pouvoir conformément à la volonté populaire sortie des urnes suivant elle, étant donné l'ampleur de la répression sur le terrain et le silence suspicieux de la communauté internationale ?

1. Se pourvoir en recours serait à mon sens le premier réflexe de l'opposition. Y déroger pour quelque raison que ce soit, consisterait non seulement à confirmer le fait accompli de l'élection de J. Kabila mais aussi à plus qu'un suicide politique.

Ce réflexe que j'attribue à l'opposition comme le premier auquel elle devrait penser ne va certes pas de soi. D'abord, il est bon de savoir que l'opposition liguée autour de Tshisekedi est loin d'être homogène en dépit de son unanimité de circonstance. Il y a bien la « Dynamique Tshisekedi pour président », Vital Kamhere donné deuxième au score de source officieuse mais néanmoins crédible et il y a l'opposition alimentaire qui n'attend que de connaître le nom du plus fort pour se rallier à lui. À côté de cette diversité, il faut bien compter la personne même d'É. Tshisekedi dont on connaît entre autres défauts politiques : une certaine rigidité dans ses prises de position, le défaut flagrant de communication avec les autres acteurs politiques, la propension à se toujours présenter comme l'éternelle victime alors que bien souvent il semble se complaire dans l'attentisme, le goût maintes fois vérifié pour la néfaste politique de la chaise vide, etc. Si bien que construire l'harmonie dans la diversité représente un immense défi pour l'opposition sous peine de suicide politique. Qu'elle n'y parvienne pas et il ne lui restera plus que l'épreuve de force en ordre dispersé contre le pouvoir sortant. Point n'est nécessaire d'être grand clerc pour voir d'ici la précipitation du camp Kabila pour l'accuser de fomenter des troubles et sévir de plus belle.

Défi est donc lancé à É. Tshisekedi plus qu'à quiconque, de prendre définitivement l'habit de l'homme d'État qu'il n'a que trop tardé à endosser, et à parler et agir comme le président de tous les Congolais qu'il dit être. Si j'étais Étienne Tshisekedi donc, je poserais entre autres actions les trois suivantes : (a) je réviserais la qualité des hommes de mon entourage et veillerais par la même occasion à diversifier leurs compétences en fonction des besoins de l'heure et du futur

- proche ; (b) je me prononcerais ouvertement pour la fédération des différentes tendances de l'opposition politique non pas sous l'égide de l'UDPS ou de ma personne, mais sous le drapeau de la vérité des urnes ce, parce que ces tendances représentent une portion non négligeable de la volonté populaire dont je me réclame par ailleurs pour contester les résultats provisoires publiés par la CENI ; (c) j'instruirais mes alliés politiques pour qu'ils déposent un recours collectif près l'autorité compétente en révision des résultats provisoires de l'élection du 28 novembre dernier, ce qui ne ferait que confirmer mon leadership tout en me maintenant au-dessus de la mêlée...
2. Envers le peuple du Congo, la stratégie de l'opposition consisterait à éviter deux attitudes également suicidaires en ce qui la concerne. D'un côté, éviter de donner l'impression de l'attentisme par trop démoralisant ; d'un autre côté, éviter de passer pour fomenter des troubles au pays. L'exercice tient de l'équilibrisme certes difficile mais pas impossible, entre l'impatience de la population qui continue de se faire massacrer et l'exigence d'excellence qui sied avec la direction du pays. Si j'étais l'opposition de ce point de vue, je m'emploierais à un certain nombre d'actions préventives en même temps qu'offensives. Ainsi, (a) parler autant que possible d'une seule voix pour mon image de cohésion entre leaders et de cohérence dans la pensée comme dans l'action ; (b) trouver le moyen de me faire entendre de tous les Congolais, de la diaspora comme du terroir, partisans et sympathisants, voire adversaires politiques à qui j'expliquerais sans relâche ma position ; (c) désigner rapidement des collègues de représentants à l'étranger près les partenaires du Congo, à qui il faut aussi expliquer d'une seule voix la nécessité du changement exprimée par le peuple du Congo au scrutin du 28 novembre 2011.

Une fois encore, défi est lancé à É. Tshisekedi plus qu'à quiconque, de prévoir et d'agir en conséquence plutôt que de réagir après coup. De mon point de vue, il s'agit d'un véritable test de compétence à diriger le Congo convoité par des appétits voraces des uns et des autres, prêt à être trahi pour l'énième fois par ses propres enfants pour des fins égocentriques en collusion avec des intérêts néocolonialistes. Étienne Tshisekedi sera-t-il à la hauteur d'un tel défi ? Se fera-t-il mieux entourer ? Écouterait-il davantage ses alliés politiques pour consolider le

front uni qu'ils lui offrent sur un plateau d'argent ? Sera-t-il en un mot l'homme d'État qui sait reculer et s'avancer quand il le faut et comme il le faut ? Je l'ignore tout comme j'ignore jusqu'à quel point le camp Tshikenedi s'est préparé à l'éventualité ce qui arrive et quelle est sa capacité d'action en tenant compte et de l'urgence et des exigences multiples de la situation.

3. Pour faire face aux exactions du régime Kabila, la stratégie de l'opposition consisterait à inverser la tendance sur le terrain en même temps que sur le plan diplomatique.

Sur le terrain, il s'agit avant tout de maintenir la pression de la rue. Pour ne pas passer pour fomenter le désordre, elle n'aurait qu'à affirmer comprendre la frustration du peuple et ne pas avoir d'autre moyen de la calmer que de lui rendre justice. Ni mot d'ordre de passer à l'action (les Congolais sont passés à l'action depuis bien avant le processus électoral) ni attentisme, mais s'aligner sur le peuple en colère et sur sa volonté sortie des urnes. Il s'agit ensuite de faire éclater la bulle Kabila. Je dis bulle car à l'analyse, le camp Kabila ne tient en vérité que grâce à l'argent qui coule à flot ; de sorte que si venait à tarir la source ou bien seulement à s'élever le doute sur la légitimité de J. Kabila ou sur la source de l'argent qu'il distribue si généreusement et la bulle pourrait voler en éclats – il n'y a pas beaucoup de mobutistes patentés qui ont risqué leur vie pour Mobutu sur la fin de son règne. À l'opposition donc de trouver le moyen de semer le doute dans les esprits de ce point de vue ; à elle de diviser le camp adverse, de l'affaiblir en attaquant ses points faibles, de le discréditer en un mot autant que faire se peut – même dans le pays le plus démocratique au monde, il n'est point de course au pouvoir sans coups bas dans les limites de la loi.

Sur le plan diplomatique, il y va de rassurer les partenaires du Congo par trop frieux dès qu'il est question de la véritable indépendance de ce pays. Si j'étais l'opposition, je me garderais de deux erreurs difficilement rectifiables après coup : (a) passer en catimini et hors l'État des contrats spoliateurs, ainsi que l'ont fait avant aujourd'hui tous les chefs d'État du Congo ; ce serait se condamner soit à rouler pour ceux grâce à qui on sera arrivé au pouvoir soit à les affronter en po-

sition de faiblesse en voulant réviser les contrats léonins ; (b) effrayer inutilement les personnes et les structures intéressées au Congo-Kinshasa à coups de proclamations à prétentions révolutionnaires ; ce serait rêver en couleurs d'un Congo du jour au lendemain totalement affranchi de la tutelle de ceux qui dirigent le monde, avec le risque plus que probable de les avoir sur le dos quand viendra le moment de négocier sur les plans bilatéral ou multilatéral. Si donc j'étais l'opposition, je m'emploierais à un discours prudent sans verser dans les travers bien connus du passé récent ; je répéterais à qui veut m'entendre qu'entièrement à rebâtir à commencer par l'État, le Congo ne pourrait se passer de l'apport de ses partenaires et que l'établissement enfin d'un État de droit au Congo-Kinshasa est le meilleur gage de stabilité pour des investissements étrangers dans ce pays au potentiel économique fabuleux, etc.

Comment l'opposition s'y est-elle préparée, prise dans le feu de l'action qu'elle est ? Je l'ignore. Quoi qu'il en soit, elle n'a pas d'autre choix que de se surpasser en créativité pour être présente sur tous les fronts à la fois et répondre sans faute, en temps et lieu, à chaque défi. Y arrivera-t-elle ? L'analyse ne dispose d'aucun moyen de l'évaluer à ce jour. Par ailleurs, si j'étais l'opposition qui entend gouverner au Congo-Kinshasa en cette fin de l'année 2011, je m'ouvrerais immédiatement aux propositions de changement du peuple congolais, bien au-delà du remplacement des personnes à la tête du pays. Pour ce faire, j'ouvrerais deux grands fronts : (a) à l'intérieur du pays, j'initierais des réseaux de réflexion et d'action sur ce qu'il convient de changer et comment ; (b) à l'extérieur du pays, je rendrais justice à la diaspora qui s'est investie sans compter, en l'investissant cette fois-ci dans la conquête des opinions publiques des pays où elle vit et dans la meilleure façon de l'impliquer dans les futures investissements financiers au Congo même. Ce sont à mon sens ces données qui devraient servir de fonds de commerce à l'opposition si elle veut initier le changement véritable.

Perspectives

En somme, le Congo-Kinshasa se trouve une fois de plus à la croisée des chemins. De l'issue de la course au pouvoir en cours dépendront sans doute les couleurs de son ave-

nir : le changement qui confirme le prolongement de la nuit néocolonialiste ou bien le changement véritable qui n'a que trop tardé à voir le jour. Du coup, le scrutin du 28 novembre 2011 devient le lieu d'un pari exaltant. Lumumba l'a dit, le 25 août 1960, lors de l'ouverture de la Conférence panafricaine de Léopoldville, que ce qui se passait au Congo à l'époque était un test pour toute l'Afrique et que si le Congo échouait dans son effort légitime d'indépendance véritable, c'est toute l'Afrique qui basculerait dans la nuit du néocolonialisme plus difficile à combattre que le colonialisme classique. Cinquante ans après Lumumba, le pari tient toujours.

Pari plus que risqué pour J. Kabila qui s'est d'ores et déjà inscrit dans la logique du prolongement de l'héritage des dictateurs-ustensiles, quelque mérite qu'on lui reconnaisse pour l'une ou l'autre action positive pendant ses 10 années de présidence dont au moins 5 sans partage ou si peu. Car il a beau parader à la télévision nationale à ses ordres, J. Kabila ne tiendrait pas longtemps si l'aval de l'Occident lui était enlevé. Lui serait-il conservé malgré tout que, à coup sûr, les cris de révolte du peuple congolais se traduiraient rapidement en cris de haine contre Kabila et contre l'Occident. Je parie que l'Occident a assez de métier en politique pour savoir n'avoir pas intérêt à multiplier des foyers d'anti-occidentalisme concentrés sur le continent africain.

Pari plus qu'exigeant pour l'opposition liguée autour d'É. Tshisekedi tant elle a pratiquement tout à construire dans les plus brefs délais et sans possibilité de rattrapage en cas d'erreur. Elle ne devrait négliger ni la ferveur populaire pour le changement véritable qu'elle incarne ce jour à ses yeux ni le tact diplomatique pour rallier les partenaires du Congo à ce changement. Au-delà de son bon droit (qui n'a jamais suffi à conduire ou à maintenir qui que ce soit au pouvoir en Afrique sub-saharienne), l'opposition doit trouver le courage politique du ralliement, avec son lot de concessions parfois douloureuses, mais sans renier ni ses partisans ni ses alliés politiques ni ses partenaires étrangers.

Pour finir, le peuple du Congo-Kinshasa a pris ses responsabilités sans attendre un mot d'ordre de qui que ce soit. N'en pas tenir compte, c'est se mettre au travers de sa marche onéreuse certes, mais néanmoins progressivement victorieuse vers son destin. Le crédo du peuple congolais, je le lis dans la bouche du jeune homme qui interpella vertement l'ambassadeur de Belgique à Kinshasa au sortir d'une brève audience chez É. Tshisekedi

suite au début d'émeute par des Congolais vivant en Belgique (voir vidéo mise en ligne par congomikili le 8 décembre 2011 à 9 :11) : « Ce sont nous les jeunes qui le disons... Si vous n'enlevez pas Kabila que vous, vous avez placé, sachez-le très bien que Kabila ne dirigera pas, [que] le Congo sera ingouvernable avec ou sans le président Tshisekedi. Ça c'est le message de la jeunesse. Faites vraiment gaffe ; prenez vos responsabilités ! » Que d'enseignements dans ces quelques paroles (en attendant d'analyser plus à fond l'événement lui-même) : le mot jeunesse peut valablement être extrapolé aux mots peuple éveillé du Congo meurtri ; le rejet de J. Kabila est sans appel, pour avoir été placé par tout autre que la volonté populaire, à preuve la répression sans merci qu'il inflige à ce même peuple ; un sévère avertissement à l'Occident de ne pas oser interférer ni pour maintenir son homme de paille à la tête du Congo ni pour en imposer un autre au peuple du Congo ; une interpellation à l'ensemble de l'opposition à commencer par É. Tshisekedi (« avec ou sans le président Tshisekedi », dit-il), car personne n'est indispensable au Congo.

Dois-je le répéter, la révolution populaire est en marche au Congo-Kinshasa. Chaque événement lui apporte des munitions pour se clarifier, se consolider, démasquer les pièges, agir courageusement au prix de nombreux martyrs. Chaque jour qui passe dégage le même leitmotiv : si la course au pouvoir est un droit légitime, elle ne se fera plus au Congo-Kinshasa au détriment du souverain primaire. Comment m'empêcher de rêver que tout ceci marque sans aucun doute le début de la prise en main de son destin par le peuple congolais ?

Pourvu que les hommes et les femmes sur qui le peuple de ce pays a misé soient réellement à la hauteur pour une fois et dans le bon sens...

Lomomba Emongo

Ecrivain et professeur de philosophie